

M. Joseph Caillaux  
est renvoyé devant la  
Haute Cour.

UN GRAND DISCOURS DE M. RENÉ VIVIANI SUR LE TRAITÉ DE PAIX

# EXCELSIOR

10<sup>e</sup> Année. — N° 3.223. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.  
Pierre Lafitte, Fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON  
Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15 00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris.  
80, rue d'Angoulême, Paris.

MERCREDI

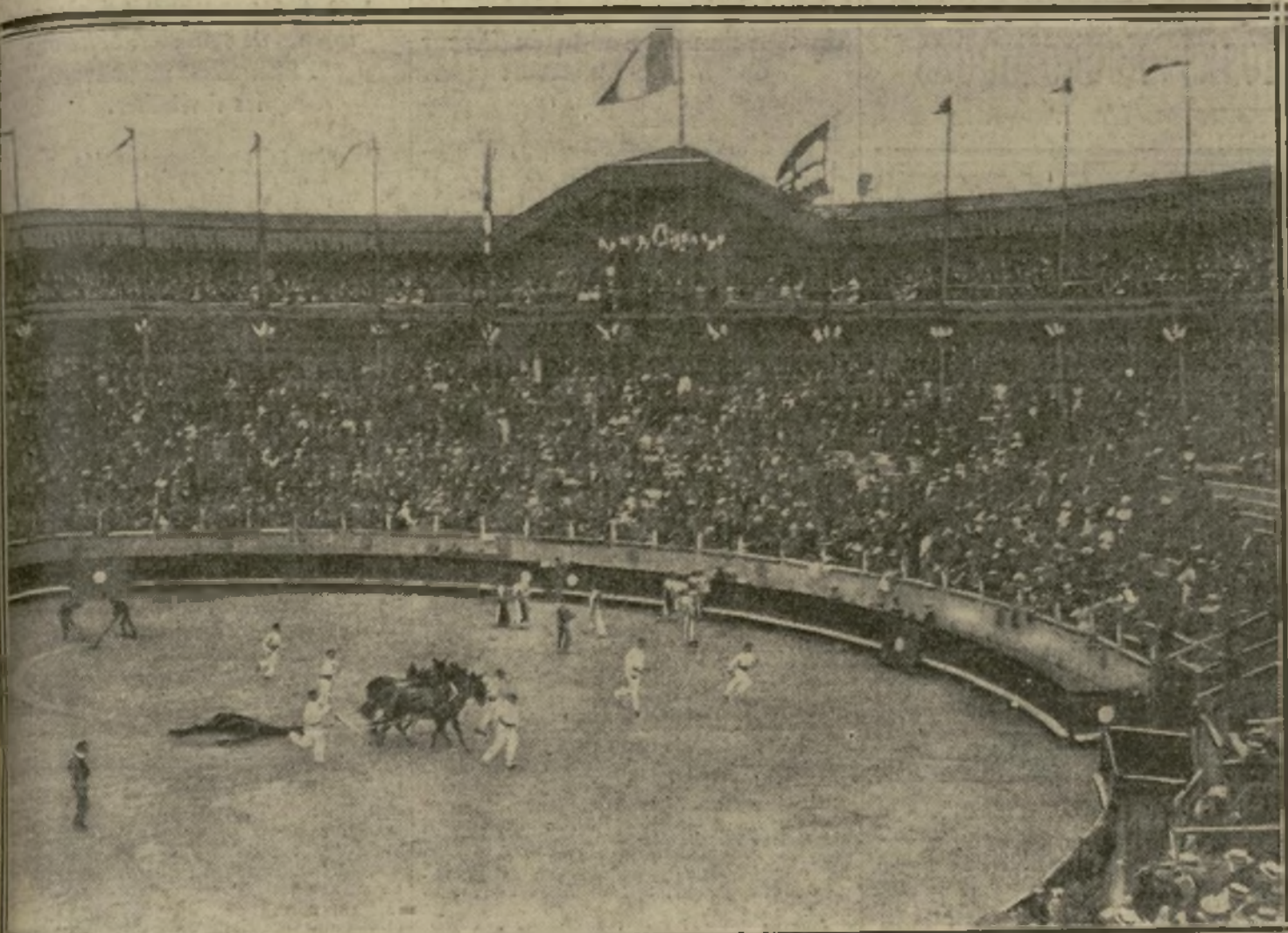
17

SEPTEMBRE

1919

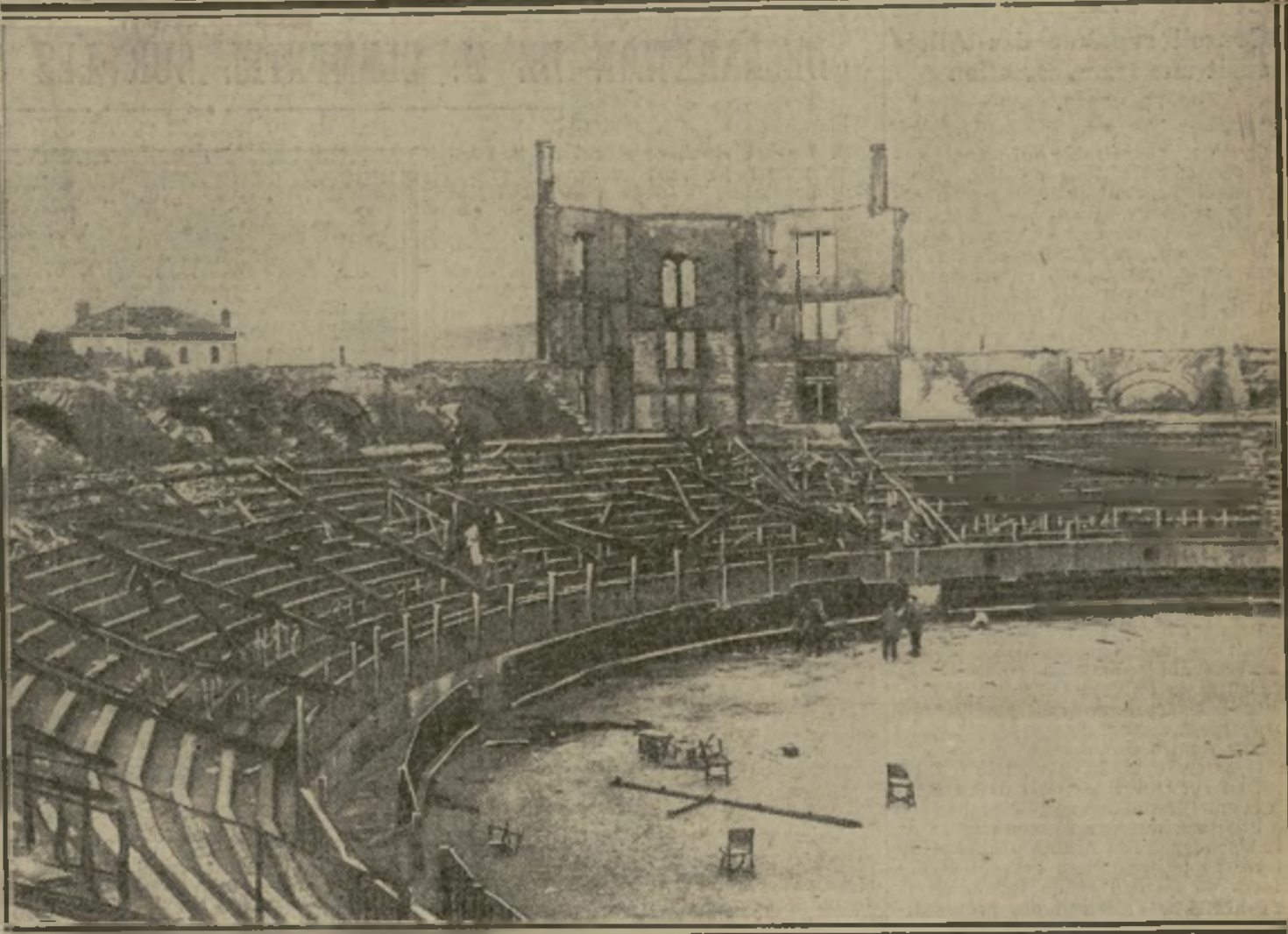
Toutes les bonnes  
maximes sont dans le  
monde, on ne man-  
que qu'à les appli-  
quer.  
PASCAL.

## LE PUBLIC A INCENDIÉ, DIMANCHE, LES ARÈNES DE BAYONNE



AVANT L'ÉMEUTE : LA FIN D'UNE COURSE ESPAGNOLE

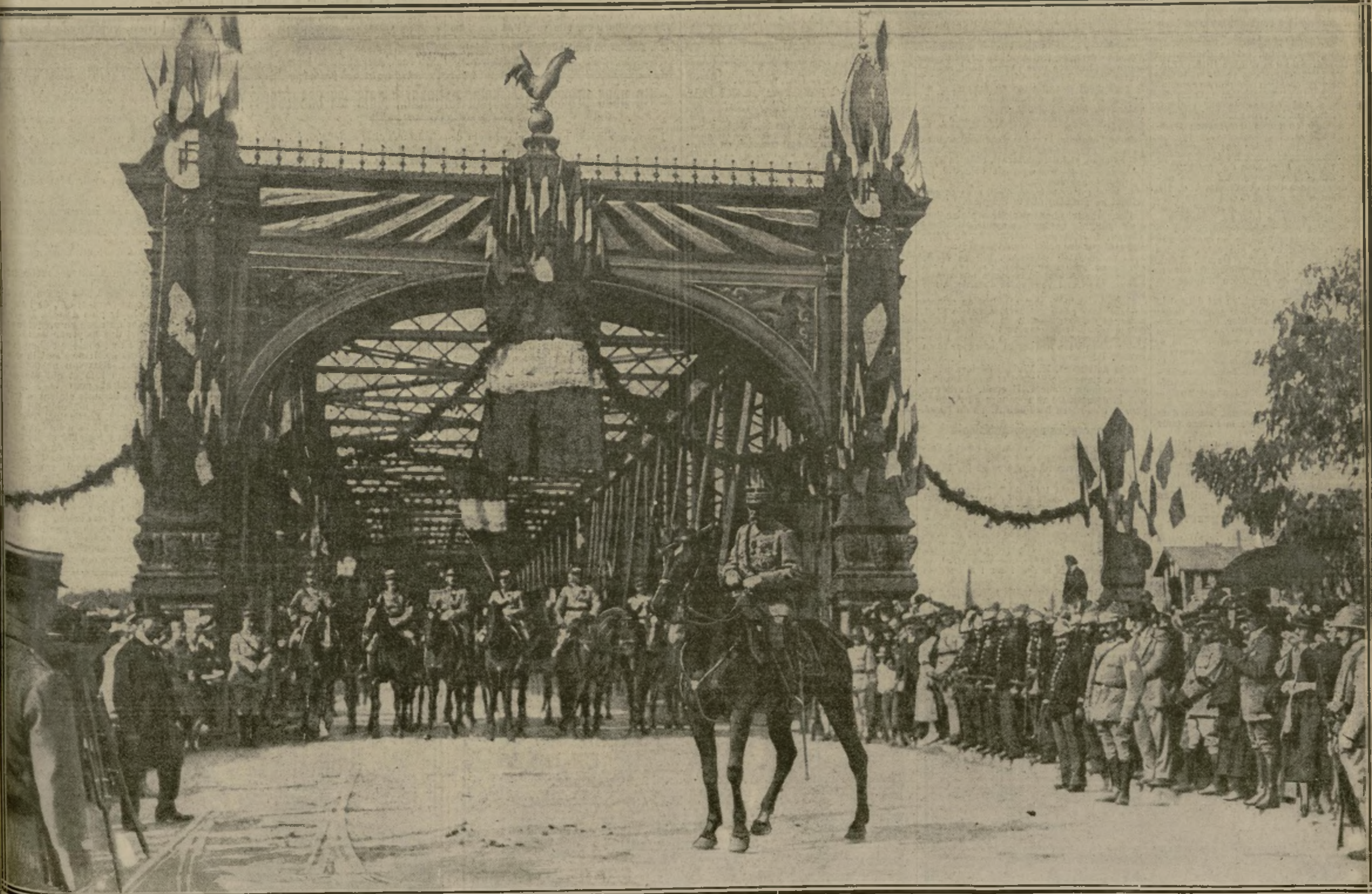
Dimanche dernier, il y avait corrida aux arènes de Bayonne. La première course devait commencer à quatre heures. Or le "Président" ne fit son apparition qu'à six heures moins dix. La foule était mécontente, certes, mais elle ne se livrait à aucune manifestation dangereuse. Les trois premières courses eurent



APRÈS LE PASSAGE DU FEU : CE QUI RESTE DES ARÈNES

lieu. Il restait trois taureaux à estoquer. Or... les taureaux n'étaient pas là. Le Président annonça la suppression des trois dernières courses. Alors le public se fâcha. On ne le remboursait pas, et il n'y avait pas de service d'ordre. Il mit le feu aux arènes, qui furent presque entièrement détruites. (Phot. Ouvrard).

## LE COQ GAULOIS REMPLACE L'AIGLE ALLEMAND SUR LE PONT DE KEHL



LE GÉNÉRAL HIRSCHAUER ET SON ÉTAT-MAJOR, DEVANT LE PONT DE KEHL, PENDANT LA CÉRÉMONIE

Lors de l'arrivée des Français à Kehl, en novembre 1918, le général Cernesson, commandant le génie de Strasbourg, fit procéder à l'enlèvement de l'aigle allemand qui se dressait au sommet de la voûte métallique du pont. Depuis dimanche, un coq gaulois le remplace. Son installation a donné lieu à une céré-

monie patriotique que présidait le général Hirschauer et au cours de laquelle le gouverneur militaire de Strasbourg, après avoir prononcé une allocution, décora le sculpteur du coq, M. Schultz, auteur du monument de Wissembourg. Rarement le coq gaulois chantant n'a été plus symbolique. (Phot. Gerschel aîné).



## A LA CONFERENCE

CONCLUSION  
d'un accord  
au sujet de la Syrie

Les troupes françaises n'occupent pas les « quatre villes », à savoir : Damas, Hama, Hama et Alep, mais les troupes britanniques cesseront d'y tenir garnison, et c'est à nous que leurs habitants devront demander appui.

Le Conseil suprême des Alliés subit une transformation radicale.

Le mystère impénétrable qui planait au-dessus des conversations de MM. Lloyd George et Clemenceau et du maréchal Allenby, au sujet de la question syrienne, semble vouloir se dissiper un peu. Il apparaît, maintenant, qu'en attendant un règlement futur, qui dépend en partie des intentions définitives des Etats-Unis à l'égard de l'Asie Mineure et de l'empire ottoman, un accord provisoire ait été fixé au point de vue militaire. Cet accord, disons-le de suite, ne donne point satisfaction à nos revendications, mais tend à limiter les possibilités de friction entre nos alliés britanniques et nous. S'il semble satisfaisant à certains, ce ne peut être, croyons-nous, qu'à ce simple point de vue. Les incidents, dont nous avons parlé en leur temps, et qui ont provoqué d'assez vives polémiques, ont, reconnaissons-le, nous avons trouvé l'appui très sincère d'une partie de la presse anglaise, avaient surtout pour origine *actuelle* la répartition de l'occupation militaire française et britannique en Asie Mineure. Cette répartition avait été jusqu'ici contraire à l'esprit des accords intervenus au cours de la guerre entre le Foreign Office et le gouvernement français, accords que les Anglais regardent comme dominés par un ensemble de quatre documents.

Le premier document, daté du 24 octobre 1915, promet au roi Hussein, chef de la Mecque, à la condition d'une révolte arabe contre la Sublime Porte, la reconnaissance de l'indépendance des Arabes « au sud du 27° degré de latitude N. », à l'exception des provinces de Bagdad et de Basra, où la Grande-Bretagne s'attribue des prérogatives spéciales de contrôle.

Le second est connu sous le nom d'accord Sykes-Picot ; il fut conclu en mai 1916, et divise les provinces arabes de la Turquie en quatre zones : a) la Palestine, du Jourdain à la Méditerranée, zone internationale ; b) la région de Calila et la Mésopotamie, depuis les environs de Tektik jusqu'au golfe, zone anglaise ; c) la côte de Syrie, de Sour (Tyre) à Alexandrette, la Cilicie, et la majeure partie de l'Arménie du Sud, de Sivas à Diarbékir, zone française ; d) l'intérieur, c'est-à-dire la province de l'Asie Mineure, zone anglaise. Le troisième document, anglo-arabe, du 14 juin 1917, garantit aux Etats arabes d'avant-guerre, et à ceux qui seraient libérés du joug turc au cours de la guerre, leur entière indépendance.

Le quatrième, enfin, est la déclaration anglo-française du 9 novembre 1918, par laquelle les deux puissances se disent prêtes à faciliter la création de gouvernements locaux en Syrie et Mésopotamie. Cette déclaration a été considérée par certains comme changeant les zones française et anglaise a et b en zones d'influence française et anglaise.

La contradiction entre ces documents, surtout les deux premiers, n'est-elle qu'apparente ? Oui, assure-t-on du côté britannique ; car le gouvernement français aurait connaissance des documents I et III. L'argument n'est pas suffisant, et la situation est d'autant plus difficile que, ne portant aucun préjudice aux intérêts anglais, en ce qui concerne Mossoul, elle en porte au contraire sur les intérêts français, en ce qui concerne Hama et Alep, placées pourtant sur le même pied que la première d'après les conventions précitées.

On conçoit dès lors combien est délicat le remaniement des accords. Il semble qu'on ait voulu réaliser, avant-hier, un arrangement préparatoire. Les troupes françaises n'ont pas occupé les « quatre villes », mais les éléments anglais qui s'y trouvaient ont été évacués, ainsi que tous les territoires au nord de la zone Calila-Tektik, considérée comme frontière provisoire. Nos détachements relèveront les troupes anglaises en Cilicie, et les autorités arabes des « quatre villes », si elles ont besoin d'un appui, devront s'adresser à la France pour l'obtenir.

En somme, c'est une cote mal taillée. Heureusement, elle n'est que provisoire. A nous d'agir en conséquence, tout en lui reconnaissant le mérite de supprimer, provisoirement aussi toutefois, les maux de la Syrie. Cette réserve faite, la possibilité d'un règlement satisfaisant n'est pas exclue.

Jean MENEVAL.

Un changement important vient d'être apporté à la composition du Conseil suprême. Par suite du départ de M. Balfour, la Grande-Bretagne n'y sera plus représentée par un plénipotentiaire. Elle n'y aura plus qu'un agent de transmission et de représentation qui sera l'un de ses plus jeunes et meilleurs diplomates, sir Eyre Crowe.

## LE DÉBAT SUR LA RATIFICATION

M. RENÉ VIVIANI DEMANDE  
A LA CHAMBRE DE VOTER  
LE TRAITÉ DE PAIX

Dans un éloquent discours, dont l'assemblée vote l'affichage, il exalte le rôle de la France au cours de la guerre et affirme sa foi en l'avenir.

## DECLARATION DE M. CLÉMENTEL SUR LES CLAUSES ÉCONOMIQUES

M. René Viviani, président de la commission de la paix, est intervenu hier à la Chambre dans la discussion du traité. Ceux qui attendaient de lui un beau discours n'ont pas été déçus. Dans des périodes d'une magnifique envolée, où il atteignait parfois les plus hauts sommets de l'éloquence, l'ancien président du Conseil sut, en effet, rappeler le rôle de la France, son attitude et ses sacrifices au début de la guerre, et montrer le prestige qu'elle devait en tirer pour faire entendre sa voix dans le monde.

La Chambre lui fit une indescriptible ovation et vota, par acclamations, l'affichage de son discours.

M. Clémentel, ministre du Commerce, intervint tout d'abord. Tout en répondant à certaines questions de M. Puech, il s'attacha à montrer les avantages économiques que nous donne le traité. Il rappela, notamment, qu'il n'est pas libéré du carcan de l'article 11 du traité de Francfort, que nous portions au cou depuis 1871.

Par le traité de Versailles, dit-il, la France a reconquis sa liberté. Le gouvernement a aussitôt dénoncé tous les traités de commerce, faisant table rase, et laissant à la prochaine Chambre le soin de statuer en pleine souveraineté sur les desiderata économiques du pays. En ce qui concerne les contrats privés conclus avec l'Allemagne, ils sont tous annulés, sauf au gouvernement français à maintenir ceux de ces contrats qui sont intéressants au point de vue national.

L'exposé du ministre sur la situation économique de l'Europe, provoqua une question de M. Puech sur la crise actuelle de notre change. M. Klotz, ministre des Finances, répondit :

La hausse de notre change est la conséquence fatale du rétablissement de la liberté d'importation. Rien que dans le mois d'août, il y a eu pour les articles de chasse des importations considérables, qui ont eu des répercussions fâcheuses sur les changes. Il y a là toute une série de circonstances que le gouvernement avait prévues, et il a, à ce sujet, toute une série de mesures d'ordre gouvernemental à prendre.

La liberté d'importation a été établie en Italie et en Belgique, fit observer M. Puech. Or la lire et le franc belge montent, alors que notre franc baisse.

M. René Viviani intervint ensuite.

M. René Viviani à la tribune

Dès ses premières paroles, l'ancien président du Conseil précisa le sens qu'il entend donner au vote par lequel il ratifiera le traité. Il ratifiera en donnant au traité son triple caractère : d'avoir substitué à une France mutilée une France agrandie ; à une France mutilée un traité qui se présente au sein de l'histoire sous l'aspect de la démocratie internationale, confiant à la liberté le règlement des affaires du monde, et de porter en soi sa perpétuelle rénovation, valant ce que vaut tout le courage et la volonté de ceux qui seront chargés de l'appliquer.

Pour l'orateur, le refus d'approuver planerait la France dans l'isolement en face de l'Allemagne, et lui imposerait, réduite à ses propres forces, d'essayer de conclure un traité plus avantageux.

Votons donc le traité, dit-il, mais en surveillant les garanties de son exécution.

Dans une très belle période oratoire, haïchée par les applaudissements, M. René Viviani félicita les négociateurs de s'être appuyés sur des principes de liberté :

La liberté, s'écria-t-il, elle se dresse comme un arbitre au milieu de vous. Vous croyez que vous venez d'assister à une guerre, que vous venez d'assister à une révolution ?

Les peuples libres sont accourus au secours de la France parce qu'elle incarnait le droit, parce qu'elle représentait la liberté, parce qu'elle portait le drapeau vers lequel tous les opprimés tourment les yeux. La liberté a triomphé : ayons donc davantage confiance dans l'avenir !

Très nettement, M. Viviani déclara adhérer aux clauses militaires et aux garanties qu'elles nous donnent. Il croit, d'ailleurs, que la démocratie se répandra en Allemagne, et débordera les institutions du passé.

Les garanties anglo-américaines

L'ancien président du Conseil croit à l'efficacité des garanties que nous donnent les conventions avec l'Angleterre et les Etats-Unis.

Le 1er août 1914, dit-il, j'avais eu, sur mon bureau, les deux traités de garantie, le traité avec l'Angleterre et le traité avec les Etats-Unis.

Si le 1er août 1914, dit-il, j'avais eu, sur mon bureau, les deux traités de garantie, le traité avec l'Angleterre et le traité avec les Etats-Unis.

Si le 1er août 1914, dit-il, j'avais eu, sur mon bureau, les deux traités de garantie, le traité avec l'Angleterre et le traité avec les Etats-Unis.



UN GESTE DE M. VIVIANI PENDANT SON DISCOURS D'HIER

assez pas, pour l'orateur, car il n'y a pas de traité qui puisse garantir l'indépendance d'une nation qui tombe à une laïcité générale.

M. Viviani demanda donc au gouvernement d'agir auprès de la Conférence pour que le contrôle devienne permanent.

La voix de la France doit être entendue

Arrivant aux clauses économiques, l'orateur exprima le regret que les Alliés n'aient pas reconnu le principe de la Société internationale des nations et le souhait que demain, dans les commissions interalliées, les problèmes fussent étudiés à la lueur des sacrifices.

Seule de toutes les démocraties, s'écria-t-il, la France n'a pas connu la lourde faute : quoique éprise de liberté, elle a conservé son armée. Avant la crise, elle l'a renforcée, et la guerre venue, elle a déchargé sa frontière pour dégrader elle-même de l'équilibre des continents. Elle a mobilisé la dernière, puis, seule, pendant un an, elle a tenu le monstre à la gorge, et par la Merne, et par l'Isère, elle a sauvé l'humanité et les intérêts de la civilisation. Et bien, la France est là, devant les Alliés. Elle ne se présente pas les mains tendues, le front baissé, elle est toute vaillante ; demain, elle sera toute puissante. Tout travail sera-t-elle réduite à dire aux Alliés : « Pour l'histoire ou serait un paradoxe outragé, qu'une nation victorieuse — à quel prix ! — sur les champs de bataille fût obligée, dans la bataille économique, de lutter seule contre tous ? »

Un emprunt est indispensable. Mais un emprunt ne vaut que par le taux auquel on le fait. Si le produit du prêt allemand n'est que le produit d'un emprunt, on ne peut pas se vanter de l'avoir fait.

La France, qui a donné du courage à toute la terre, qui a fait les pieds dans le sang, la terre, dans le ciel, ne sera certes pas punie parce qu'elle garde en son âme le courage et la volonté. Mais nous avons assez donné de nous-mêmes pour que nos négociateurs, au nom de « la nation tout entière » réduite à deux, appuient sur les Alliés cette revendication sur laquelle sont de nos consciences et de nos esprits.

Ces paroles furent accueillies par des bravos prolongés.

La péroraison

Dans une magnifique péroraison, M. Viviani montra la grandeur de l'œuvre de demain et l'effort de travail à accomplir.

La France étouffe dans sa structure actuelle, dit-il. Elle sent peser sur son cerveau les couleuvres des anciens jours. Ici, on vote les lois, mais elles arrivent décolorées dans nos provinces. Est-ce que nous allons continuer ainsi à assister à cette apoplexie de la capitale et à la léthargie de la province ?

J'entends dire que la laïcité est surhumaine. Oui, 1.500.000 hommes sont morts, 1.500.000 hommes ont été mutilés ; la France est en face de difficultés de tous ordres : des graves sont possibles, l'horizon est incertain. Tout cela est vrai. Et après ?

Vous ne savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

vous le savez donc point que vous avez le levier de la victoire, et que vos fils, en quittant la France, ne quitteront plus les frontières qui bordent le camp des vaincus. Si vous le

## LES GRANDS PROCES

M. CAILLAUX  
est renvoyé  
devant la Haute Cour

Il est inculpé d'attentat contre la sûreté extérieure de l'Etat — en vertu des articles 77 et 79 du Code pénal — et d'intelligences avec l'ennemi, en vertu de l'article 205 du Code de justice militaire.

Un non-lieu est rendu en faveur de MM. Loustalot et Comby.

La commission d'instruction de la Cour de justice, siégeant comme chambre de mise en accusation sous la présidence de M. Eugène Pères, a rendu hier son arrêt dans l'affaire Caillaux.

Aux termes de cet arrêt, un non-lieu est rendu en faveur de MM. Loustalot et Comby.

M. Joseph Caillaux est renvoyé devant la Cour de justice, en vertu des articles 77 et 79 du Code pénal, qui visent les attentats contre la sûreté extérieure de l'Etat, et de l'article 205 du Code de justice militaire, qui vise les faits d'intelligences avec l'ennemi.

L'inculpation d'intelligences avec l'ennemi est donc retenue.

Les articles 77 et 79 prévoient la peine de mort

Voici le texte des articles 77 et 79 du Code pénal visés par l'arrêt de la Cour de justice :

ART. 77. — Sera également puni de mort qui, par des intelligences avec l'ennemi de l'Etat, a tenté de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances de la République ou de leur livrer des villes, forteresses, places, ports, forts, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtiments appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours et soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en trahissant la fidélité des officiers, soldats, maréchaux ou autres, envers la République, soit de toute autre manière.

ART. 79. — Les peines exprimées aux articles 76 et 77 seront les mêmes, soit que les machinations ou manœuvres énoncées en ces articles aient été commises envers la France, soit qu'elles aient été envers les alliés de la France, agissant contre l'ennemi commun.

L'article 205 du Code de justice militaire

ART. 205. — Est puni de mort avec dégradation militaire tout militaire :

1° qui, par des intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises, a tenté de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances de la République ou de leur livrer des villes, forteresses, places, ports, forts, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtiments appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours et soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en trahissant la fidélité des officiers, soldats, maréchaux ou autres, envers la République, soit de toute autre manière.

C'est par suite de l'état de siège, proclamé à la déclaration de guerre, et qui est toujours en vigueur, que le crime d'intelligences avec l'ennemi, bien que commis par un non-militaire, tombe sous le coup du Code de justice militaire. En temps de paix, ce même crime, commis par des personnes n'appartenant pas à l'armée, ne relève que du Code pénal et de la justice civile.

## Un nous promet le complet national... Mais les chaussures ?

Les démobilisés qui ont le plus besoin de vêtements civils devraient prendre patience, car on nous promet le complet national à 110 francs.

Et, cependant, nous demeurons sceptiques, nous dit l'un d'eux. On nous a parlé également de chaussures nationales, et nous perdrons beaucoup de temps s'il nous fallait en chercher une seule paire.

De fait, nous avons entrepris chez les marchands une longue tournée... infructueuse.

Il y a beau temps que nous n'en avons plus, nous assure chacun d'eux. L'Etat n'a plus de cuir à nous fournir. Pendant une période assez courte, nous avons pu en fabriquer, et elles valaient ce que valait le cuir. Quelques-unes étaient excellentes, et notre clientèle avait lieu d'être satisfaite. Mais d'autres prenaient l'eau avec avidité.

La matière première était souvent spongieuse. Le cuir, mal tanné, trop rapidement préparé, n'offrait aucune résistance, et leur défaut essentiel était de se déformer après une semaine d'usage. Pourtant, à cause du prix, on se serait contenté de ces chaussures de fatigue, facilement fatiguées, qui sont passées de 23 francs à 27 fr. 50 pour les hommes, de 28 francs à 33 fr. 50 pour les femmes. Mais il n'y en a plus.

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

chaussures dites nationales, mais elles ne portent pas la marque qui devrait être gravée au fer sur la semelle. Ce sont des « gramilles nationales ».

Ici, ce sont des nationales, peut-être authentiques, mais anglaises, qui nous sont présentées pour 42 francs.

Ce qui a aussi contribué à chasser ces articles spéciaux, c'est le trafic de la fraude auxquels ils ont donné lieu. Des commerçants sans scrupule les camouflaient, gratifiant le sceau de l'Intendance, et les vendaient comme des ordinaires, avec une sensible majoration de prix. Elles devenaient alors des Balmoral, et elles étaient facturées 45 francs, prix du gros. Des perquisitions ont été opérées chez ces fraudeurs : les stocks devaient être maigres, car la chaussure nationale a disparu.

En sera-t-il du vêtement comme des chaussures ? Il faut espérer que non.

Si l'on pouvait mettre à la mode le complet civil bleu horizon, peut-être serait-ce une solution élégante, nous confie un spécialiste. L'Intendance a passé des marchés formidables de drap militaire, qui sont maintenant en cours d'exécution. L'autre jour, un de mes amis a fait l'ouverture de la chambre près d'Orléans. Il a trouvé dans les champs un amoncellement invraisemblable de ces draps, qui sont en train de pourrir, bien entendu, et qui courent des dangers d'incendie, par-dessus le marché, car ils sont à proximité d'un dépôt de benzine et d'essence. Le fabricant en a reçu une commande de trois millions de mètres. Si ce drap militaire pouvait servir à confectionner des vêtements civils, tout irait bien. Un complet ordinaire de bonne qualité, laine et coton, coûte 350 francs. Le complet national à 110 francs rendrait de grands services, mais aura-t-on plus de drap qu'on a eu de cuir ? Toute la question est là. Et nous demeurons sceptiques.

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des

Un marchand avisé tire de sa vitrine des



5 HEURES  
DU  
MATIN

# DERNIÈRE HEURE 5

5 HEURES  
DU  
MATIN

LES CONTES D' "EXCELSIOR"

## "LE NID"

par JACQUES CONSTANT

### LE CHATIMENT

#### LA DEMANDE D'EXTRADITION DU KAISER SERA SOUS PEU PRÉSENTÉE AUX PAYS-BAS

Ainsi en aurait décidé le Conseil suprême des Alliés au cours d'une de ses réunions.

Nous croyons savoir que le Conseil suprême des Alliés n'a pas perdu de vue la question des responsables de la guerre, et qu'il a, avant le départ de M. Lloyd George, décidé d'adresser à bref délai au gouvernement des Pays-Bas une demande d'extradition de l'ex-empereur, qui serait transféré à Londres aux fins de jugement.

#### La Conférence est opposée à toutes les "aventures russes"

Le Times publie une dépêche de son correspondant de Paris en date du 15 septembre, disant :

Il y a eu une réunion importante du Conseil suprême des Alliés, au ministère de la Guerre. Y assistaient : MM. Clemenceau, Lloyd George, Polk et Tilton, M. Matsui, ambassadeur japonais en France, le maréchal Foch, MM. Tardieu et Philippe Berthelot ont été également appelés en consultation. La conférence a été unanime à approuver la politique anglaise d'évacuation de la Russie, et s'est déclarée opposée à toutes les "aventures russes".

#### En Allemagne

##### Une nouvelle "Union Rouge" s'est constituée à Berlin

BERLIN, 16 septembre. — On mande de Berlin : Suivant la *Tägliche Rundschau*, une "Union rouge" des soldats s'est de nouveau constituée à Berlin sous le nom de "Union des matelots révolutionnaires". Cette Union se propose d'adhérer à l'ancienne division "rouge" de marine et doit servir à encourager les efforts du parti communiste.

#### Un général allemand désigné comme assassin de miss Cavell

MADRID, 16 septembre. — Le marquis de Villalobar, ministre d'Espagne à Bruxelles, a déclaré au Sénat espagnol, au sujet de l'exécution de miss Cavell, que la légation des Etats-Unis et lui-même firent l'impossible pour empêcher le crime. En l'absence de von Bissing, l'auteur principal du crime fut le général Severin, gouverneur intérimaire de Bruxelles.

M. de Villalobar, interrogé sur l'état des rapports hispano-belges, a répondu que ces rapports ne sauraient être meilleurs ni plus cordiaux.

### LA VIE CHÈRE

#### Une plainte de M. Desvaux contre les mandataires aux beurres

M. Desvaux, conseiller municipal, vient d'adresser au conseil municipal de la République une plainte pour litige de vente, disant : "Je ne puis pas vendre mes beurres, car les mandataires aux beurres ont décidé de vendre, désormais, 12 francs le kilo, au lieu de 10 francs, et de faire passer le prix de 10 francs à 12 francs, sans que les consommateurs en soient avertis. C'est une véritable fraude."

#### Les nouvelles barriques Vilgrain

Cinq barriques sont arrivées à Paris, par un train de nuit, et ont été déposées au dépôt de la gare d'Orléans. Elles ont été immédiatement envoyées aux usines de la Vilgrain, où elles ont été mises en œuvre pour la fabrication de nouvelles barriques.

#### Pour supprimer les intermédiaires

M. Petitjean, député de la Seine, vient de déposer à la Chambre une proposition de loi tendant à faire passer le prix de la viande sous le contrôle des intermédiaires. Cette proposition est destinée à supprimer les intermédiaires et à faire passer le prix de la viande sous le contrôle des consommateurs.

#### Du charbon pour les Parisiens

Le stock de charbon étant défectueux, M. André a décidé de faire passer le prix de la viande sous le contrôle des intermédiaires. Cette proposition est destinée à supprimer les intermédiaires et à faire passer le prix de la viande sous le contrôle des consommateurs.

#### Lire en page 6 :

### LES PETITES ANNONCES Économiques d' "Excelsior"

### DANS L'ADRIATIQUE

#### PAS DE FAIT NOUVEAU A SIGNALER AU SUJET DE L'AFFAIRE DE FIUME

On attend avec impatience, en Italie, les déclarations que fera M. Nitti à la Chambre.

ROME, 16 septembre. — L'agence Stefani publie la note suivante : Il n'y a aucun fait nouveau à signaler en ce qui concerne l'affaire de Fiume.

#### M. Nitti va parler

ROME, 16 septembre. — M. Nitti parlera aujourd'hui à la Chambre au sujet des événements de Fiume. Ses déclarations sont attendues avec impatience, mais l'on ne pense pas qu'elles puissent éclaircir la situation.

#### Une auto capote dans la suite du président

PORTLAND, Oregon, 16 septembre. — Au cours du voyage en auto du président Wilson, une automobile de la suite présidentielle a capoté, causant la mort du propriétaire de l'automobile et d'un journaliste. Deux autres journalistes ont été blessés. Le président Wilson est indemne.

#### Graves inondations au Texas

HOUSTON, Texas, 16 septembre. — Des inondations sont survenues à Kingsville. Le corps de George Christy, situé près de la ville, a été emporté en partie. Il y a eu deux morts.

#### Départ de M. Lloyd George

BOLTON, 16 septembre. — M. Lloyd George, premier ministre d'Angleterre, a quitté Bolton pour se rendre à Londres. Il sera accompagné de M. Bonar Law, ministre de l'Intérieur, et de M. Winston Churchill, ministre de la Guerre.

#### Le maréchal Allenby

LONDRES, 16 septembre. — Le maréchal Allenby est arrivé à Douvres à 11 heures. Il a été reçu par le gouverneur de la ville et par les autorités militaires.

#### L'annistie

Conformément à l'avis exprimé vendredi par la commission de la législation civile et criminelle de la Chambre, M. Paul Monnier vient de modifier son rapport sur l'annistie en prenant pour base le projet de gouvernement.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

### AUX ETATS-UNIS

#### LES DÉBATS SONT OUVERTS AU SÉNAT AMÉRICAIN SUR LE TRAITÉ DE PAIX

Les adversaires du Président ont trouvé dans l'équipée de Fiume un argument pour l'opposition.

WASHINGTON, 16 septembre. — Le débat sur le traité de paix s'est ouvert cet après-midi au Sénat.

#### Une auto capote dans la suite du président

PORTLAND, Oregon, 16 septembre. — Au cours du voyage en auto du président Wilson, une automobile de la suite présidentielle a capoté, causant la mort du propriétaire de l'automobile et d'un journaliste. Deux autres journalistes ont été blessés. Le président Wilson est indemne.

#### Graves inondations au Texas

HOUSTON, Texas, 16 septembre. — Des inondations sont survenues à Kingsville. Le corps de George Christy, situé près de la ville, a été emporté en partie. Il y a eu deux morts.

#### Départ de M. Lloyd George

BOLTON, 16 septembre. — M. Lloyd George, premier ministre d'Angleterre, a quitté Bolton pour se rendre à Londres. Il sera accompagné de M. Bonar Law, ministre de l'Intérieur, et de M. Winston Churchill, ministre de la Guerre.

#### Le maréchal Allenby

LONDRES, 16 septembre. — Le maréchal Allenby est arrivé à Douvres à 11 heures. Il a été reçu par le gouverneur de la ville et par les autorités militaires.

#### L'annistie

Conformément à l'avis exprimé vendredi par la commission de la législation civile et criminelle de la Chambre, M. Paul Monnier vient de modifier son rapport sur l'annistie en prenant pour base le projet de gouvernement.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

#### Le régime de l'octroi à Paris

Depuis le début des hostilités, les automobiles des formations militaires et les voitures de Croix-Rouge aménagées pour le transport des blessés bénéficient de l'immunité des formalités d'octroi à l'entrée, comme à la sortie de Paris.

A gauche, la vieille route pavée, datant du Grand Roi, un sentier qui descend vers Chaville et dont la perspective se perd dans la verdure; à droite, un étang en partie couvert de nénuphars, où des boulevards centenaires murent leurs feuilles frissonnantes, et toute seule, perdue dans la forêt, une petite maison blanche au fond d'un grand jardin plein d'ombre. Le propriétaire l'a baptisée *Le Nid*, et ce nom, qui se détache en lettres noires sur la plaque d'email, conserve dans ce cadre sylvestre toute sa saveur.

— Comme il doit faire bon vivre ici! soupire Madeleine.

— Un nid pour des amoureux, fit José Garcia, en décochant à la jeune femme une œillade enflammée.

Cela nous conviendrait parfaitement, répondit André Sotin, avec ce ton singulier dont l'ironie semblait toujours cacher une arrière-pensée.

Puis il ajouta, désignant un écriteau fixé au-dessus de la porte :

— Ici, elle est à louer!

— Eh bien! visitons-la, dit José. Aussi bien vous cherchez un appartement.

La vue ne coûte rien, approuva l'autre. Etoté d'un accord aussi parfait, Madeleine considéra silencieusement les deux hommes.

D'ordinaire, il suffisait que l'un désirât aller à droite pour que l'autre s'obstinât à prendre la gauche.

André était le mari, José l'amant. En réalité, la jeune femme avait deux maris également amoureux, également jaloux et tyranniques, et qui lui rendaient à tour de rôle l'existence insupportable.

Pour visiter la maison, il fallut aller chercher les clés à Chaville, et ce fut toute une affaire quand elle déclara être trop fatiguée pour faire la route. Aucun d'eux ne voulait laisser l'autre en tête à tête. Enfin ils se décidèrent à partir ensemble, et elle demeura seule devant les eaux calmes de l'étang.

Tandis qu'elle s'accageait une fourmière du bout de son ombrelle, elle songeait qu'elle n'aimait ni André ni José. Dans son cas, il n'entrait pas de vice, mais uniquement de la passivité. Lorsqu'elle avait épousé Sotin, qui dirigeait une fabrique de chaussures, elle ne demandait qu'à être fidèle. Mais tout de suite leurs caractères s'étaient heurtés irrémédiablement.

Emporté, sombre, méchant, le mari l'accablait de reproches à tout propos. Chantait-elle? Riais-elle? Cette gaîté ne pouvait être provoquée que par un tiers. Comme elle était jolie, qu'elle avait de grands yeux noirs au regard profond, on la regardait trop dans la rue. Que de soupçons injurieux lui avait valus l'admiration indiscrète des passants!

Mai dirigée, la fabrique traversait une crise difficile. André fut sauvé de la ruine par José Garcia, un fournisseur de cuirs de Cadix, qui lui donna deux cent mille francs dans l'affaire. L'Espagnol s'était associé uniquement pour se concilier les grâces de Mme Sotin.

— Soyez à moi, exigeait-il, et je vous sauve.

— Montre-moi aimable pour Garcia, suppliait André, ou nous sommes dans la rue.

Devenu l'amant de Madeleine, José avait transféré son domicile à Paris; il avait dirigé habilement la fabrique et s'était introduit dans le ménage Sotin.

Hélas! le sort de la jeune femme ne s'était pas amélioré.

— Dis un mot, implorait l'Espagnol. Je provoque mon rival, je le tue, et tu m'épouses.

André ne disait rien. Ignorait-il son infortune? La supportait-il par intérêt? Madeleine n'avait aucune certitude à ce sujet. Mais la haine qui flamboyait parfois dans les yeux du mari quand il regardait l'Espagnol, certaines

paroles à double entente, bref, mille détails lui présageaient l'imminence d'un drame.

Ils visitèrent *Le Nid*. Tout de suite, Madeleine fut enthousiasmée par le jardin. Négligé depuis longtemps, il était envahi par les herbes folles, et les allées se distinguaient mal des plates-bandes. Mais il était planté de pommiers et de poiriers magnifiques, dont les branches s'élevaient jusqu'à terre sous le poids des fruits.

Le pavillon était heureusement aménagé, et les tentures, claires et fraîches encore, signifiaient que la dernière locataire était une Parisienne jeune et coquette.

André ouvrait les portes et précédait les autres en annonçant la destination des pièces :

— Ici, le salon! Ici, la salle à manger! Une chambre à coucher...

— Et comme Madeleine vantait la vue dont on jouissait de la fenêtre :

— Que diras-tu, quand tu seras tout en haut du belvédère?

— Quel belvédère?

— Celui qui est à l'extrémité de la propriété. Je ne te l'ai pas montré pour te réserver la surprise.

— Comme tu connais les autres! s'étonna-t-elle. On jurerait que tu es déjà venu.

— Jamais de la vie, protesta-t-elle, mais tu sais bien que j'ai un œil qui voit tout.

Il parut à Madeleine que cet enjouement cachait un embarras, mais elle n'insista pas. d'autant plus que le pas de José, qui s'était absenté quelques instants, craquait dans l'escalier.

Le belvédère était à l'autre bout du jardin, en surplomb de la voie ferrée, et si bien masqué par les arbres qu'il était impossible de le découvrir, aussi bien du sentier que de la maison. Cette constatation fortifia la certitude de Madeleine : ce n'était pas la première fois que son mari visitait *Le Nid*.

Pourquoi s'en défendait-il?

Maintenant, il l'interrogeait.

— Deux mille de loyer, c'est pour rien. Ça te plaît?

— Certes.

— Alors je signe l'engagement de location?

— Parfait, approuva José. Si vous voulez de moi du samedi au lundi, je paie la moitié.

— Mon ami, laisse-moi le temps de la réflexion.

— Tu as tort de différer. Demain peut-être l'écriture sera retirée.

— Comme tu es pressé!

— Décide-toi pendant que nous reportons les clés.

Madeline retourna s'asseoir devant l'étang. Le temps se gâtait. Des nuées d'encre obscurcissaient le soleil, comme des milliers de castagnettes les feuilles agitées claquaient dans le vent. Des vagues qui secouaient les nénuphars passaient sur les eaux subitement plombées. Et, sous l'empire de l'effroi qui la saisissait, la jeune femme fut hantée d'une affreuse vision. Elle aperçut nettement son mari caché dans un buisson, un samedi soir, et guettant l'Espagnol qui devait forcément passer sur la berge pour venir au *Nid*. Mais l'autre, qui s'attendait au piège et qui avait pris ses précautions, levait son bras armé d'un grand couteau. Puis elle vit un cadavre s'enfoncer lentement sous les larges nénuphars. Mon Dieu! lequel des deux?

Quand les hommes revinrent, ils trouvèrent Madeleine, les yeux égarés, qui frissonnait dans sa robe blanche.

— Allons-nous-en, cria-t-elle. Je ne veux pas habiter ici, j'aurais trop peur.

— Zut, fit André contrarié, j'étais tellement sûr de ton acceptation que j'ai versé le denier à Dieu.

Jacques CONSTANT.

### Le Congrès de la C. G. T.

LYON, 16 septembre. — On a repris, ce matin, la discussion sur le rapport moral. Les "extrémistes" se sont livrés à un mouvement de manifestation et leur personnel a commencé ses travaux de matin.

### Les grèves de Marseille

MARSEILLE, 16 septembre. — La commission paritaire dont la sentence doit régler définitivement le différend entre les entrepreneurs de manutention et leur personnel a commencé ses travaux de matin.

### Tempête en Méditerranée

Toulon, 16 septembre. — Plusieurs navires arrivés aujourd'hui ont essuyé en Méditerranée une violente tempête.

### NOUVELLES BRÈVES

M. Mosa et Hara, ingénieurs à Nantigny, se sont fait tuer, hier, au cours d'une partie de canot automobile, à Sartrouville.

Dans sa séance d'hier, le conseil d'administration de Montpellier a émis le vœu que les attributions des conseils d'arrondissement soient réduites.

Le conseil général de l'Ailier a émis le vœu que le gouvernement s'occupe de faire aménager la constitution de la Société française des mathématiciens de la région de Clermont.

Le *Richemont*, venant de New-York, est arrivé hier au Havre, avec 1.925 passagers, parmi lesquels M. de Souza-Dantas, consul général du Brésil à Paris.

Le conseil de guerre d'Angers a condamné hier, pour démission, intelligences avec l'ennemi, tentative d'assassinat, l'indignité, à cinq ans de travaux forcés, M. Niox, à un an de prison, sa fille Thérèse, à la même peine avec sursis, et le mouleur Moir à cinq ans de travaux forcés.

Le conseil de guerre du Mans a condamné hier, à cinq ans de travaux forcés et à la destruction, le capitaine Castelnau, qui, au début de l'offensive de Verdun, en 1900, se rendit à l'ennemi.

Les postiers du Havre ont fait apposer une affiche informant le public que les bureaux de postes seront fermés le dimanche.

Un tirage de Troyes qu'hier le Syndicat du textile a décidé, pour aujourd'hui, une grève de vingt-quatre heures.

La police a arrêté hier, à Grenoble, un officier de la marine nommée nomme de M. Mosa, il est inculpé d'escroqueries commises au préjudice de sous-officiers de son régiment.

Les mécaniciens maritimes des usines de Toulon ont commencé le travail, faisant un chômage de deux heures.

Aux colonies, les ingénieurs de l'Armée, en poste depuis le 15 août, se sont joints les typographes, qui ont cessé de travailler à 15 heures.

Les ouvriers de la région de Clermont ont émis le vœu de faire aménager la constitution de la Société française des mathématiciens de la région de Clermont.

Le *Richemont*, venant de New-York, est arrivé hier au Havre, avec 1.925 passagers, parmi lesquels M. de Souza-Dantas, consul général du Brésil à Paris.

Le conseil de guerre d'Angers a condamné hier, pour démission, intelligences avec l'ennemi, tentative d'assassinat, l'indignité, à cinq ans de travaux forcés, M. Niox, à un an de prison, sa fille Thérèse, à la même peine avec sursis, et le mouleur Moir à cinq ans de travaux forcés.

Le conseil de guerre du Mans a condamné hier, à cinq ans de travaux forcés et à la destruction, le capitaine Castelnau, qui, au début de l'offensive de Verdun, en 1900, se rendit à l'ennemi.

Les postiers du Havre ont fait apposer une affiche informant le public que les bureaux de postes seront fermés le dimanche.

Un tirage de Troyes qu'hier le Syndicat du textile a décidé, pour aujourd'hui, une grève de vingt-quatre heures.

La police a arrêté hier, à Grenoble, un officier de la marine nommée nomme de M. Mosa, il est inculpé d'escroqueries commises au préjudice de sous-officiers de son régiment.

Les mécaniciens maritimes des usines de Toulon ont commencé le travail, faisant un chômage de deux heures.

Aux colonies, les ingénieurs de l'Armée, en poste depuis le 15 août, se sont joints les typographes, qui ont cessé de travailler à 15 heures.

Les ouvriers de la région de Clermont ont émis le vœu de faire aménager la constitution de la Société française des mathématiciens de la région de Clermont.

Le *Richemont*, venant de New-York, est arrivé hier au Havre, avec 1.925 passagers, parmi lesquels M. de Souza-Dantas, consul général du Brésil à Paris.

Le conseil de guerre d'Angers a condamné hier, pour démission, intelligences avec l'ennemi, tentative d'assassinat, l'indignité, à cinq ans de travaux forcés, M. Niox, à un an de prison, sa fille Thérèse, à la même peine avec sursis, et le mouleur Moir à cinq ans de travaux forcés.

Le conseil de guerre du Mans a condamné hier, à cinq ans de travaux forcés et à la destruction, le capitaine Castelnau, qui, au début de l'offensive de Verdun, en 1900, se rendit à l'ennemi.

Les postiers du Havre ont fait apposer une affiche informant le public que les bureaux de postes seront fermés le dimanche.

Un tirage de Troyes qu'hier le Syndicat du textile a décidé, pour aujourd'hui, une grève de vingt-quatre heures.

La police a arrêté hier, à Grenoble, un officier de la marine nommée nomme de M. Mosa, il est inculpé d'escroqueries commises au préjudice de sous-officiers de son régiment.

Les mécaniciens maritimes des usines de Toulon ont commencé le travail, faisant un chômage de deux heures.

Aux colonies, les ingénieurs de l'Armée, en poste depuis le 15 août, se sont joints les typographes, qui ont cessé de travailler à 15 heures.

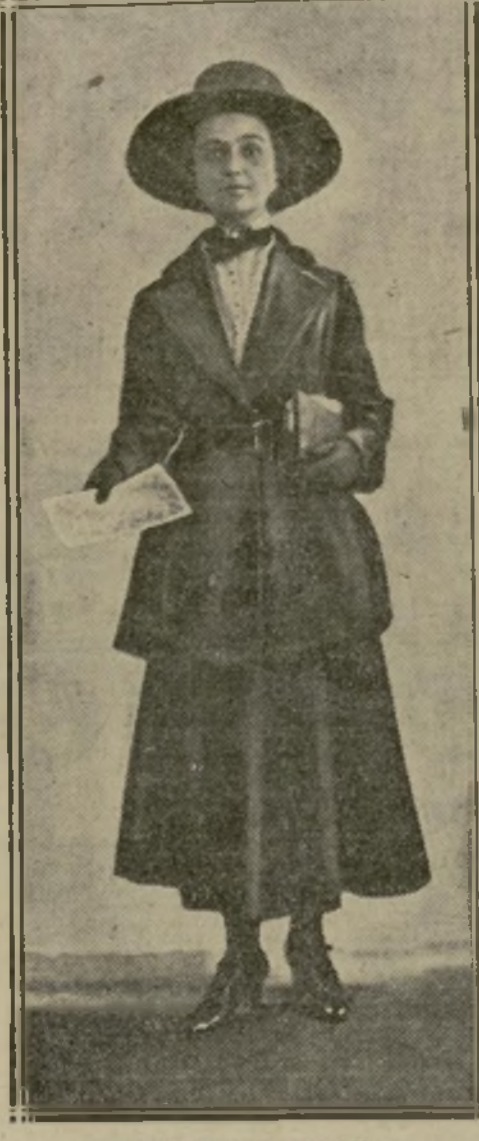
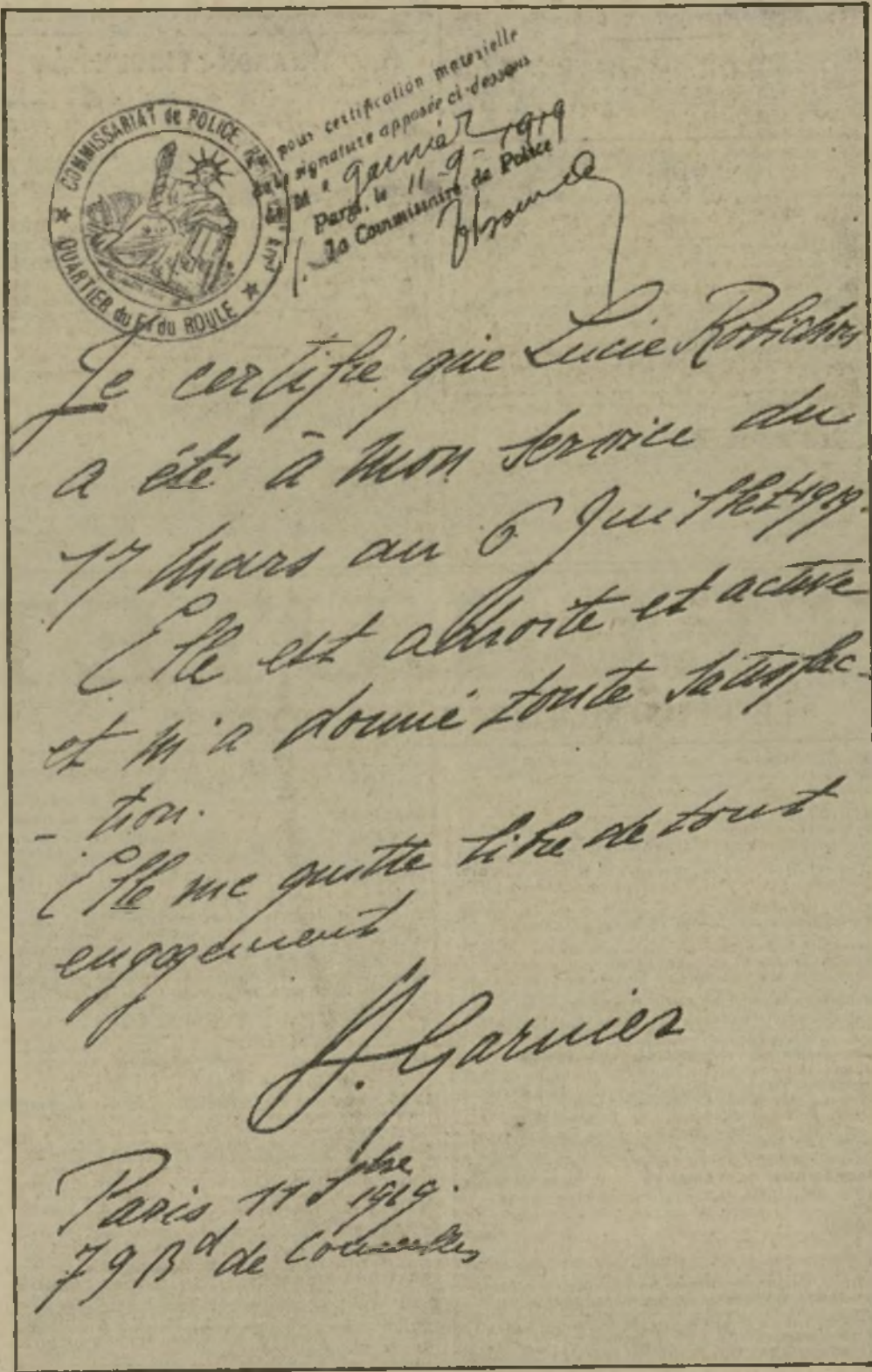






## NOS BONS DOMESTIQUES...

UNE DE NOS COLLABORATRICES, M<sup>me</sup> HUGUETTE GARNIER, DEVENUE LUCIE ROBINSON, SE PRÉSENTE, EN QUALITÉ DE FEMME DE CHAMBRE, DANS UN BUREAU DE PLACEMENT



Le Carburateur  
**ZENITH**  
double la valeur d'une voiture

En augmentant sa puissance  
En augmentant sa facilité de conduite  
En diminuant sa consommation d'essence

*Lyon, 51 Chemin Feuillat. PARIS. LONDRES. MILAN.  
TURIN. NEW-YORK. DETROIT  
BRUXELLES. GENÈVE.*

PUBL. G. BERTHILLIER, LYON.

## La consécration du Sacré - Cœur

ROME, 16 septembre. — Le pape a nommé le cardinal Vico légat pontifical, pour la consécration de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, fixée au 16 octobre. Mgr Amette procédera à la consécration. Le cardinal Vico célébrera une messe pontificale.



